



Formation continue: l'avenir du monde du travail

NOUVEAUX MÉTIERES

La digitalisation engendre de nouveaux métiers, mais transforme surtout la façon d'exercer la presque totalité des professions. La formation continue devient une étape essentielle de tous les parcours professionnels. Un secteur lui-même en proie à de nombreux changements.

PAR **MARIKA.DEBELY@ARCINFO.CH**

Dans une étude réalisée en 2017 par l'Institut pour le futur, un think tank californien, vingt experts du domaine numérique avançaient que 85% des métiers que l'on exercera en 2030 n'existent pas encore. Plutôt que de parler de nouveaux métiers, il convient plutôt de parler d'une transformation

profonde des tâches.

La digitalisation en est la principale source. Son arrivée a bouleversé la façon dont s'exerce la presque totalité des professions. Son évolution est aussi rapide. Impossible alors d'exercer son métier, mais aussi de nombreuses activités personnelles, sans maîtriser ces outils qui ne cessent de progresser. Les besoins de la société changent aussi et influen-



Les métiers, les formations continues deviennent de plus en plus essentielles pour garder ses compétences à jour. KEYSTONE

cent le marché du travail. Les entreprises recherchent des profils adaptés pour répondre aux souhaits de leur clientèle et de leurs employés. Entre digitalisation et nouvelles pratiques, la formation continue devient donc un enjeu majeur du marché du travail.

Une forte participation de la population active

Selon L'OFS, 62,5% de la population suisse entre 15 et 75 ans a participé à une formation continue



en 2016. Le taux de participation le plus élevé, 76%, s'observe chez les personnes de 25 à 34 ans. Les activités de formation continue diminuent dans les classes d'âge suivantes. Si elles restent autour de 70% chez les 35 à 44 ans et les 45 à 54 ans, elles tombent à 57% dans les dix dernières années avant la retraite. Un tiers des personnes de 65 à 75 ans suivent encore au moins une formation continue.

Les acteurs de la formation doivent donc s'organiser pour proposer des offres en adéquation avec l'évolution des besoins du marché du travail, mais aussi face à la demande importante de la population pour prendre part à ces formations.

Olivier Kubli est directeur de la Haute Ecole de Gestion Arc (HEG Arc), dont fait partie notamment l'Institut de lutte contre la criminalité économique. Il témoigne de la vitesse à laquelle de nombreux champs de compétences doivent évoluer. Un défi: «En dehors des nouveautés, les programmes doivent être constamment mis à jour. Un bon exemple est le CAS (Certificate of Advanced Studies) en cybercriminalité, mis en place récemment. Nous proposons depuis dix ans une formation en investigation numérique, mais c'est un domaine qui change très vite. Les enquêteurs ne doivent plus seulement trouver les preuves sur des serveurs physiques, elles se trouvent maintenant aussi dans le cyberspace.»

Une autre nouveauté proposée par la HEG Arc démontre la demande importante concernant l'acquisition de compétences et de connaissances pour le domaine numérique: «Depuis l'année passée, nous proposons aussi une formation continue en blockchain et intelligence artificielle, ouverte à tous. Elle connaît un énorme succès. Les profils des participants sont très diversifiés: des fonctionnaires, des informaticiens ou encore des entrepreneurs.»

Outre la gestion, les autres domaines de compétences complètent leur offre de formations continues selon l'évolution des besoins: «Des projets sont en cours pour une formation sur la digitalisation et la santé. Dans le domaine de l'ingénierie, plusieurs formations continues, en lien avec l'écologie notamment, sont proposées à la Haute Ecole vaudoise à Yverdon. Mais au-delà de ces formations spécifiques, la digitalisation et l'écologie sont des thèmes abordés dans l'ensemble des program-

mes.»

Formats courts

Les formations certifiantes ne représentent toutefois qu'une part de la formation continue en Suisse. Toujours selon les données de l'OFS, 42% des formations suivies en 2016 ont duré moins de 8 heures, 41% entre 8 et 40 heures et 17% ont duré plus de 40 heures. Ce type de formations courtes est essentiel pour garder ses compétences à jour, mais elle a été malmenée depuis la mise en place des restrictions sanitaires liées à la crise du Covid-19.

«Enormément de colloques, de tables rondes ou encore de séminaires ont dû être annulés depuis 2019. Nous proposons encore toutefois des webinaires à suivre en ligne, en espérant pouvoir rétablir l'offre d'avant la crise prochainement», explique Olivier Kubli.

Une situation qui touche l'entier du domaine de la formation continue. Selon un sondage réalisé par la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), l'offre dans ce secteur enregistre une chute de presque 40% en 2020. Les prestataires ont dû modifier leurs cours et proposer des formats numériques. Des modifications qui vont certainement se poursuivre, même une fois les restrictions levées.

La fédération souligne ainsi dans son enquête le besoin et la nécessité pour les formatrices et formateurs d'acquérir les compétences nécessaires pour mettre en place des concepts méthodologiques et didactiques adaptés à des cours imprégnés par les technologies numériques.